

L'ÉDITO

Pascal Lorent

L'EMPLOI, CARTE MAÎTRESSE DU PREMIER MINISTRE

Charles Michel vient sans doute d'abattre une carte importante à l'approche de la dernière ligne droite de la législature. Il vient de mettre, de façon ostentatoire, le dossier de

la pénurie de main-d'œuvre à l'agenda politique. Une démarche mesurée, calculée, et qui offre plusieurs niveaux de lecture.

Le premier paraît forcément le plus évident : le manque de travailleurs qualifiés répondant aux offres d'emploi pour certains métiers est un problème bien réel. Et en Belgique plus qu'ailleurs encore, comme les statistiques le montrent. Ces emplois en souffrance ne suffiraient évidemment pas à résorber le chômage. Tout au plus à améliorer le taux d'emploi, chiffre pour lequel l'actuel gouvernement fédéral prête le flanc à la critique de l'opposition.

Mais, surtout, ils peuvent venir freiner une croissance que l'on dit déjà moins forte qu'annoncé. Bref, les métiers en pénurie constituent un problème bien réel et le Premier a eu raison de saisir le taureau par les cornes.

Charles Michel reprofile quelque peu sa majorité vers le centre(-droit)

Le deuxième degré de lecture concerne les partenaires sociaux. Souvent critiqué par le banc syndical pour avoir négligé

la concertation, le gouvernement Michel pose un geste en chargeant le « Groupe des Dix »

de plancher sur ce dossier plutôt que de l'« enkerner » (enfermer les débats en conseil des ministres restreint). À charge pour patrons et syndicats de trouver un terrain d'entente sur cette problématique. Ce qui ne semble pas hors de portée.

Charles Michel leur offre ainsi une opportunité de relancer une dynamique positive. Rien de tel avant les premiers échanges sur le prochain accord interprofessionnel. Et une manière intelligente de mettre au second plan les tensions et positions inconciliables dans les dossiers des pensions et des prépensions. Un consensus entre employeurs et syndicats sur le dossier des métiers en pénurie, serait en outre un bonus à l'approche des élections communales. Et c'est sans doute la troisième lecture offerte pour cette initiative du Premier ministre. Sa démarche reprofile quelque peu sa majorité vers le centre(-droit). Qui plus est, elle lui permet de mettre en avant son ministre de l'Emploi, Kris Peeters. Un joli cadeau au vice-Premier CD&V, avant la « bataille d'Anvers », qui l'opposera à Bart De Wever (N-VA). Sans avoir l'air d'y toucher...

Charles Michel le démontre une fois de plus : l'emploi reste son meilleur passeport pour espérer rempiler au 16, rue de la Loi.